

Compte-rendu du CE du 16 et 17 avril 2014

Projet AGIL UI Normandie :

Ce projet est en consultation à ce CE. Pas de grande nouveautés dans la présentation, mais un résumé de tout le parcours du projet et de points essentiels (géographie, animation métier et accompagnement des salariés)

Déclaration CFE-CGC lors de ce CE :

« Dans le projet d'organisation des équipes en adhésions terrain de l'UI Normandie, trois sujets estimés comme très importants par la CFE CGC n'étaient pas ou mal pris en compte lors des premières présentations au CE de septembre 2013. Pour mémoire ces sujets étaient :

- *1) Une nécessaire cohérence de la géographie des AGILS afin de simplifier l'entraide entre les groupes (et entre les AGILS elle-même), cette cohérence géographique devant prendre en compte également le réseau routier Normand et permettre ainsi de réduire le risque routier.*
- *2) Une réelle prise en compte de l'animation métier permettant en particulier de donner réellement toute l'information jusqu'à l'intervenant final*
- *3) Une reconnaissance des salariés volontaires pour acquérir des compétences additionnelles*

Le projet de départ a évolué sur ces 3 points pour aboutir à des propositions nous paraissant rationnelles.

C'est essentiellement ce qui a motivé notre vote positif.

Mais ne nous y trompons pas : en dehors de ce projet, la question centrale des effectifs n'est pas réglée, et nous pensons que la Direction se trompe de stratégie en la matière en sous-traitant dans les prochaines années une plus grande part de l'activité terrain. Le risque est la perte progressive des compétences d'intervention et d'ingénierie du réseau qui font la spécificité d'orange sur tout le territoire national. Si nous poursuivons dans cette voie, nous risquons de perdre un vrai avantage concurrentiel.

Notre vote positif n'est donc en aucun cas une validation de cette baisse d'effectifs prévisible. »

Vote pour : 1 voix (CFE-CGC)

Abstention : 4 voix

Vote contre : 9 voix

Evolution de la boutique de Dieppe Victor Hugo :

A l'occasion de la présentation de ce projet, la CFE CGC a demandé de nous présenter un point d'étape sur le remaillage 2013 :

- comment le personnel a été repositionné
- quelle évolution du marché sur les boutiques remaillées

Projet de départ du site de Dieppe Victor Hugo.

Pas dévolution du projet depuis la première présentation :

- Renforcement de la boutique de Dieppe Belvédère.
- Transfert de la boutique de Victor Hugo à un partenaire. Le nouvel emplacement est en cours de définition par le partenaire.
- Intégration des contraintes personnelle dans le tableau de service de Dieppe Belvédère.

Date prévisionnelle de fermeture den juillet 2014

Evolution de la boutique de Gonfreville :

Projet de départ du site de Gonfreville

- Transfert de la boutique de Gonfreville à un partenaire
- Une seule boutique dans le centre commercial de Montivilliers (Orange propriétaire)
- Un seul vendeur n'a pas de souhait d'évolution pour le moment.

Date prévisionnelle de fermeture en juillet 2014

Evolution de la boutique de La Glacerie :

Projet de départ du site de Gonfreville

- Transfert de la boutique de La Glacerie à un partenaire

- Renforcement de la boutique de Cherbourg

Le choix du centre ville pour Cherbourg pour la boutique propriétaire devrait permettre de récupérer à terme le flux existant de la boutique partenaire du centre ville.

Date prévisionnelle de fermeture en novembre 2014

Evolution de la boutique de Vire :

Transfert de la boutique de Vire à un partenaire.

Reclassement des effectifs de la boutique propriétaire

Pour les salariés orange souhaitant rester à Vire, la direction envisage de regarder les pistes en télétravail ou du nomadisme. Un salarié serait à 1 an de la retraite. Deux salariés auraient une aggravation de trajet. Les souhaits n'ont pas encore été recueillis.

Date prévisionnelle de fermeture en novembre.

Sur la DO NC aujourd'hui, il y a 57 boutiques propriétaire (salariés Orange) pour 17 GDT et 25 mobistore

Vie du CE :

Sur l'ensemble des résolutions ASC, la CFE CGC a voté « pour » les résolutions donnant des prestations accessibles à tout le personnel, voté « abstention » à la résolution portant sur la contribution à une liste d'associations.

Information trimestrielle sur l'emploi :

Bilan de l'année 2013 sur l'emploi.

La baisse moyenne des effectifs est de 3,5 % en 2013 pour 4,6 % sur le domaine client et 3,2 % sur le domaine technique réseau.

Si l'on prend en compte les TSP, les « équivalent temps plein » baissent de 6,3 %.

A noter que désormais 63 salariés ont 60 ans et plus.

46 recrutements au total sur l'année, pour 206 départs, 183 départs à la retraite (y compris sorties de TPS) pour 33 départs à la retraite directs.

148 TPS sont en temps libéré et 346 en TPS

47 effectifs en intérim

554 équivalents effectifs en sous-traitance

Bilan social 2013 :

Les salariés de plus de 30 ans d'ancienneté représentent 60 % de l'effectif.

Le nombre de CDD chute fortement, par contre l'intérim progresse (contrats courte durée)

8 démissions en 2013, car moins de CDI TP

433 promotions

219 travailleurs handicapés (+ 8,4 % de travailleurs handicapés)

Accident de travail : baisse importante suite au pic de 2012

Idem pour les jours d'arrêts suite à accident

Forte progression du télétravail : 72 salariés en 2013 pour 34 en 2012

8,1 % de la masse salariale consacrée à la formation

90% des salariés ont eu au moins une formation dans l'année (37,9 heures moyenne de formation par salarié)

193 apprentis et alternants

La CFE CGC s'est exprimée sur la baisse des effectifs en rappelant que l'entreprise se trompe de stratégie en sous-traitant de plus en plus l'activité. De plus, les bassins d'emploi locaux vont être dévastés à moyen terme et vont se scléroser par les faibles opportunités de mobilités locales. Il faut absolument à minima déconcentrer des services parisiens vers la province pour redonner du souffle à ces bassins d'emploi.

Le DRH nous a informés qu'une étude est lancée au niveau national pour la déconcentration de services parisiens vers la province.

Consultation sur ce bilan social 2013 :

Le rapport n'est pas validé : CGT et SUD contre, CFE CGC, CFDT et FO s'abstiennent.